

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 28 février 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27 janvier 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIGEON TP LOIRE ANJOU

Route de Craon – L'Aubinière
53800 Renazé

Références : 2025 289 Ubd 16-86 ENV86

Code AIOT : 0007211839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 janvier 2025 dans de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par l'établissement Pigeon TP Loire-Anjou et implantée aux lieux-dits « Les Ardentes », « Les Ardentes Nord », « Les Ardentes Sud » et « Le Prépont » sur la commune de Vouneuil-sur-Vienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Pigeon TP Loire Anjou
- Lieux-dits « Les Ardentes », « Les Ardentes Nord », « Les Ardentes Sud » et « Le Prépont »
86210 Vouneuil-sur-Vienne.
- Code AIOT : 0007211839
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets inertes sise au lieu-dit « les Ardentes » à Vouneuil-sur-Vienne est autorisée par un arrêté du 21 février 2012 jusqu'en 2034, pour une capacité de 712 000 tonnes.

Elle exerce des activités de stockage et de recyclage par concassage de déchets inertes (terres et cailloux, béton, tuiles et céramiques, bitume). L'installation est classée en enregistrement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Déchets admissibles	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Remise en état	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Caducité de l'arrêté d'enregistrement	Code de l'environnement, article R. 512-74	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	Procédure de Cessation	Code de l'environnement, articles R. 512-46-25 à R. 512-46-27	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dossier de l'installation	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ¹ , article 5
2	Identification des produits dangereux sur site	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 10
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 12
5	Zone de contrôle des déchets	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 19
6	Phasage d'exploitation	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 21
7	Affichage	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 22
8	Valeurs limites de bruit	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 26
9	Déchets indésirables	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 28
10	Déclaration annuelle GEREP	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 31
12	Acceptation préalable des déchets	Arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ² , article 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités de l'installation sont, aux dires du représentant de l'exploitant, à l'arrêt depuis plus de trois ans, mais l'exploitant n'a pas notifié au préfet la date de l'arrêt d'activité trois mois au moins avant celui-ci. Il s'agira pour l'exploitant d'effectuer cette notification dans un délai de 15 jours et de réaliser la procédure de cessation d'activité dans un délai maximum de six mois.

1 Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

2 Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Dossier administratif
Prescription contrôlée : « [...] II. – Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• une copie de la demande d'autorisation ;• le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;• l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;• le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques. »
Constats : Il n'y a pas de bureaux sur le site de l'installation. L'exploitant est venu avec l'ensemble du dossier d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des produits dangereux sur site

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : « La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. »
Constats : Aucun produit dangereux ou combustible n'est présent sur le site. Aux dires de l'exploitant, l'exploitation de ce site est arrêtée depuis plus de 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : « Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site. »

Constats : L'exploitation du site est arrêtée depuis plus de 3 ans. Aux dires du représentant de l'exploitant, au temps où le site était exploité, des extincteurs étaient présents dans des roulottes de chantier autonomes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : « Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. »
Constats : Des déchets verts, des panneaux de bois et des pneumatiques sont présents sur le site. Ces déchets non inertes auraient été apportés de manière illicite par des tiers, la barrière à l'entrée du site était ouverte le jour de la visite, le cadenas ayant été fracturé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ces déchets devront être évacués vers les filières agréées dans le cadre de la mise en sécurité du site. Ces évacuations seront dûment justifiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Zone de contrôle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : « Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. »
Constats : Un secteur du site est dédié au de stockage des déchets avant traitement par concassage, zone de stockage figurant sur le plan d'exploitation présent à l'entrée du site. Des déchets inertes y sont entreposés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 21
Thème(s) : Autre, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires

<i>pour présenter les différentes phases d'exploitation du site. »</i>
Constats : L'exploitation ne comporte pas de phasage. Avant la mise à l'arrêt de l'installation, les déchets inertes (provenant des seules activités de la société TP Loire Anjou) étaient apportés et traités en fonction des besoins en matériaux de l'entreprise TP Loire Anjou. Une seule zone de remblais est prévue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 22
Thème(s) : Autre, panneaux de signalisation
Prescription contrôlée : <i>« Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>• l'identification de l'installation de stockage ;</i> <i>• le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</i> <i>• la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</i> <i>• les jours et heures d'ouverture ;</i> <i>• la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</i> <i>• le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.</i> <i>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables. »</i>
Constats : Panneau d'information à l'entrée du site avec son plan d'exploitation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

« I. – Valeurs limites de bruit.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.

II. – Véhicules – engins de chantier.

<p><i>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents. »</i></p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection la dernière mesure du bruit dans l'environnement de l'installation. Néanmoins, aucune plainte n'a été signalée concernant cette installation qui est loin des habitations et pour une exploitation très intermittente (en fonction des besoins de l'entreprise TP Loire Anjou). En outre, l'exploitation est interrompue depuis 3 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déchets indésirables

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. »</i></p>
<p>Constats : Durant l'exploitation du site, les engins étaient équipés de kits anti-pollution. Une benne à déchets (indiquée sur le plan d'exploitation) était également présente à l'entrée du site pour récupérer les déchets plastiques et autres indésirables. Cette benne n'était pas présente le jour de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration annuelle GERE

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. »</i></p>
<p>Constats : Les dernières déclarations GERE n'ont pas été effectuées. Pour rappel, l'exploitation du site est interrompue depuis plus de 3 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Remise en état

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rapport détaillé</p>

Prescription contrôlée : « L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchet doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...). [...] »
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport détaillé de la remise en état du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les informations contenues dans ce rapport devront être communiquées à l'inspection dans le cadre du dossier de cessation d'activité (cf. infra).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Acceptation préalable des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 12 décembre 2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, acceptation déchets
<p>Prescription contrôlée : « L'exploitant d'une installation visée à l'article 1^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; • que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; • que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II. »</p>
Constats : Des déchets d'enrobés bitumineux sont présents sur le site mais ces déchets proviennent uniquement des activités de travaux publics de l'entreprise TP Loire Anjou.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la remise en état, l'exploitant devra s'assurer de l'inocuité de ces déchets sur les sols.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Caducité de l'arrêté d'enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-74
Thème(s) : Situation administrative, caducité de l'enregistrement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] II. – En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant.</p> <p>Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le représentant de l'exploitant informe l'inspection de l'interruption de toute activité sur le site de l'installation depuis plus de 3 ans. L'inspection est également informée de l'implantation projetée d'un parc photovoltaïque sur le site de l'installation de stockage de déchets inertes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra procéder à la cessation d'activité au sens de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement. L'exploitant devra ainsi, conformément à l'article R. 512-46-25 du même code, notifier au préfet de la Vienne la date d'arrêt définitif des installations en indiquant la liste des parcelles cadastrales concernées ainsi que les mesures prises pour assurer leur mise en sécurité dès l'arrêt définitif des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 14 : Procédure de Cessation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R. 512-46-25, R. 512-46-26 et R. 512-46-27</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, attestations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R. 512-46-25 :</u></p> <p>« [...] III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. [...] »</p> <p><u>Article R. 512-46-26 :</u></p> <p>« I.-Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A [...] »</p> <p><u>Article R. 512-46-27 :</u></p> <p>« [...] I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des</p>

intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

[...]

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...] »

Constats :

Le représentant de l'exploitant informe l'inspection de l'interruption des activités de l'installation depuis plus de 3 ans. L'exploitant n'a pas notifié au préfet la date de l'arrêt d'activité trois mois au moins avant celui-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les attestations ATTES SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX devront être transmises à l'inspection des installations classées après avoir notifié au préfet de la Vienne la date d'arrêt définitif des installations en application de l'article R. 512-46-25 et procédé à la détermination du ou des usages des terrains concernés conformément à l'article R. 512-46-26 du code de l'environnement. En effet ce ou ces usages ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois